

“ politique, et qui, d'un moment à l'autre, pourrait me prendre entre deux feux. Il me faut l'appui cordial, absolu de la Russie ou de l'Autriche. Comme Allemand, j'aime mieux m'attacher à l'Autriche avec qui tant de sentiments nous sont communs. Unis, nous défions la Russie et la France. Si vous hésitez, je ne perdrai pas mon temps, et je ne laisserai pas la France reprendre ses forces : immédiatement j'appelle à mon aide la Russie et nous dépeçons l'Empire d'Autriche.”

Comment résister à ce brutal argument. Il fallait choisir ou la paix ou la guerre. Or la maison des Hapsbourg menaçait ruine sous le dualisme plus accentué que jamais qui existe entre les Allemands et les Slaves d'Autriche. Il était donc d'importance majeure d'arrêter avant tout le travail de dislocation qui se fait à l'intérieur, et de ne pas s'engager dans une querelle d'équilibre européen. Il fallait donc se résigner et accepter les conditions du chancelier d'Allemagne, et c'est ce qu'on a fait.

Il y a loin de là à la question des chemins de fer roumains. Mais voici ce qui se prépare. Depuis que la maison des Hohenzollern domine sur l'Empire germanique, la Prusse veut compléter l'unité nationale des populations tudesques. Elle poursuivra l'exécution de ses desseins avec ténacité. Et il viendra un jour où l'Autriche, précipitée dans une crise, abandonnera les provinces allemandes qui lui restent. D'ailleurs, ce sont là les aspirations de ces provinces depuis les immenses succès de la campagne de France, et depuis que des savants d'Allemagne ont essayé de constater que la race germanique est supérieure aux autres races moralement et physiquement.

*
* * *

L'ajournement de la session semble avoir produit un calme relatif dans les affaires françaises. Plus de ces véhémentes discussions, plus de ces débats passionnés dont retentissait la chambre Législative. Aux journaux seuls maintenant il appartient de donner le coup de dent aux honorables Députés à propos des mesures qu'ils ont fait adopter. Le silence ne peut se faire complètement autour des questions nationales. Car les journalistes se sont donné pour mission sans trêve de les commenter à leurs points de vue multiples ; et trop souvent on considère ces questions comme une proie que chacun peut gruger ou dévorer à son gré.

L'Assemblée Nationale a certainement fait beaucoup. Voici comment M. Thiers, dans un message qu'il lui adressait le 14 septembre dernier, résume l'exposé des travaux législatifs :—“ Conclure la paix, ressaisir les rênes du gouvernement éparses ou brisées, transporter toute l'administration de Bordeaux à Versailles, dompter la plus terrible insurrection qui fut jamais, rétablir le crédit, payer notre rançon à l'ennemi, veiller chaque jour sur les incidents de l'occupation étrangère pour en prévenir les suites quelquefois très-inquiétantes, entreprendre une nouvelle constitution de l'armée, rétablir nos relations commerciales avec tous nos voisins, arriver enfin à la libération du sol qui, chaque jour, s'avance, essayer d'établir l'ordre dans les pensées après l'avoir rétabli dans les actes ; voilà depuis près de huit mois ce que nous faisons ensemble.”

La France n'a pas osé choisir une forme de gouvernement définitive. Elle est sortie du provisoire pour tomber dans le transitoire ; elle devra attendre trois ans, terme de la prorogation des pouvoirs de M. Thiers, avant